

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N° 4481 - Lundi 16 Octobre 2023 - Prix : 200 Fc

ELECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET DES GOUVERNEURS 2024 :

Une coalition de l'opposition se lance dans la bataille



unicef | pour chaque enfant

UNICEF MORONI (COMORES)

Attention : Supply & Logistics Unit / UNICEF Moroni / Maison des Nations Unies, BP 497 Moroni, Comores

DATE DE PUBLICATION : 09 / 10 / 2023

AVIS D'APPEL D'OFFRE

LRFP - 2023 - 9185934 – Réalisation et diffusion de sketches et spot sur l'inscription et le maintien des enfants à l'école et l'entretien des manuels scolaires et des installations au niveau des écoles

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) aux COMORES invite, par la présente, les soumissionnaires intéressés à présenter leurs propositions techniques et financières, pour la réalisation et diffusion de sketches et spot sur l'inscription et le maintien des enfants à l'école et l'entretien des manuels scolaires et des installations au niveau des écoles. Il s'agit d'un appel d'offres ouvert à toutes les entreprises enregistrées en Union des Comores spécialisé dans le domaine de la communication.

IMPORTANT - INFORMATION ESSENTIELLE

(L'offre ne sera considérée que si le numéro de l'appel d'offres figure dans le mail de soumission). Dans toute correspondance rappeler la référence :

LRFP - 2023 - 9185934 – Réalisation et diffusion de sketches et spot

La date limite de dépôt des offres est fixé **au plus tard le 25/10/2023 à 12h00** et seules les offres électroniques seront acceptées.

Dossier électronique : par e-mail aux adresses : comprourement@unicef.org; akassimdjibaba@unicef.org; et copie à bpinah@unicef.org

Le dossier soumis par courrier électronique doit contenir un fichier avec l'offre technique (Mail 1) et un fichier séparé avec l'offre financière (Mail 2). Le fichier de l'offre financière doit être sécurisé avec un mot de passe. Le soumissionnaire ne dévoilera ce mot de passe que sur demande formelle d'un agent autorisé de l'Unité Supply de l'UNICEF.

L'ouverture des offres ne sera pas publique.

Toute demande d'information ou de clarification relative à ce dossier d'appel d'offres peut être envoyée aux adresses suivantes **au plus tard 19/10/2023 à 12h00** : comprourement@unicef.org; akassimdjibaba@unicef.org; et copie à bpinah@unicef.org

Le dossier de Soumission devra comprendre les documents suivants :

- L'offre technique.
- L'offre financière.

Banga Pinah
Operations Manage



ACCÉLÉRATION DU FINANCEMENT DE L'ÉMERGENCE AFRICAINE:

Adoption de la Déclaration de Marrakech

La Réunion ministérielle de Haut Niveau sur l'accélération du financement de l'émergence africaine, s'est tenue jeudi 12 octobre dernier en marge des Assemblées annuelles BM-FMI à Marrakech. Elle a été marquée par l'adoption de la "Déclaration de Marrakech", qui appelle à une "architecture financière mondiale plus équitable et plus propice au développement de l'Afrique".

Les 48 pays participants à cette réunion de haut niveau, organisée à l'initiative du Royaume du Maroc dont les Comores représentés par le ministre des finances Mze Abdou Chanfiou et le gouverneur de la Banque Centrale, Younoussa Imani, ont appelé à la réalisation des priorités de croissance du continent, qui respecte la souveraineté, l'intégrité territoriale des États africains et contribue à l'épanouissement de ses populations. Ils ont également plaidé pour le renforcement de l'effort de coopération, aussi bien dans un cadre bilatéral que multilatéral, pour appuyer les pays africains dans la résorption du déficit en infrastructures, à travers notamment l'augmentation du financement, la fourniture et le transfert de l'expé-

tise technique et technologique et le renforcement des capacités.

Lors de cette réunion, ils ont invité la ministre de l'Économie et des Finances du Royaume du Maroc à oeuvrer pour le suivi de la mise en oeuvre de cette Déclaration et à la création d'une Task-Force interafricaine qui sera à la disposition des pays du continent pour la mise en commun des bonnes pratiques et des expériences dans les métiers du développement et du financement des infrastructures, l'accompagnement dans le développement de projets d'infrastructure structurants et bancables et l'appui au portage de projets d'infrastructure africains lors des roadshows pour les levées de fonds auprès des investisseurs potentiels. « La question du financement demeure dès lors un enjeu crucial à adresser pour le développement de programmes d'infrastructures ambitieux, à même de combler le déficit en infrastructure dont souffrent les pays africains et que cet effort de financement ne peut être assuré uniquement par des ressources publiques », lit-on dans cette déclaration.

« Sur initiative du Ministre de l'économie et des finances marocaine, les ministres africains, nous

avons eu à examiner les mesures à prendre pour accélérer l'émergence du Continent, notamment le financement de l'émergence. Dans un contexte de raréfaction des ressources financières, avons souligné la nécessité d'activer tous les leviers de financement, en mobilisant le secteur privé dans un PPP, les partenaires bilatéraux et les institutions financières multilatérales, notamment les banques multilatérales de développement », avance Mze Abdou Chanfiou, le ministre comorien des finances.

Dans cette dynamique africaine, les Comores devraient tirer avantage avec le renforcement de la coopération entre les institutions de Breton-wood, le financement de nos projets par la BAD, et la récente signature d'un accord avec la Banque Of Africa, qui continuera sans aucun doute au financement de notre économie. « Notre présence à Marrakech a été l'occasion de continuer à représenter le continent. Le Chef de l'Etat, Azali Assoumani Préside avec brio l'UA et représente le continent avec fierté et résultats visibles dans les instances internationales et fait entendre la voix de l'Afrique : G20, G7, Sommet de Paris sur la Finances internationale, Sommet de Nairobi sur le climat. Et



Déclaration Marrakech.

les membres du gouvernement suivent ses marques, en représentant dignement l'Afrique dans nos réunions ministérielles. C'est une fierté pour notre pays. A Marrakech, j'ai eu l'honneur d'exprimer la position africaine dans les réunions du G7 présidée par le Japon, du G20 présidée par l'Inde, du Caucus africain avec la Banque mondiale et le FMI », poursuit-il. Et d'ajouter : « Dans ces instances, j'ai défendu l'Afrique mais aussi fait valoir les progrès du pays et la volonté du chef de l'Etat et du Gouvernement de poursuivre les réformes engagées et demander aux partenaires de continuer à accompagner le pays dans sa dynamique de développement ».

Dans leur Déclaration, les pays africains ont tenu à remercier le Roi Mohammed VI « pour son leaders-

hip et son attachement au renforcement de la coopération interafricaine, ainsi que le gouvernement et le peuple marocain pour avoir accueilli les Assemblées annuelles du groupe de la Banque Mondiale et du FMI et pour la chaleureuse hospitalité accordée à tous les participants ». Ils ont, en outre, félicité le Royaume le Maroc pour sa désignation comme pays hôte de la Coupe du Monde 2030 qui représente une opportunité unique de catalyser la croissance et la modernisation des infrastructures dans le Royaume et qui témoigne de la confiance en la capacité de l'Afrique à relever les plus grands défis.

Ibnou M. Abdou



PROJET KOMOR INITIATIVE

AVIS DE MARCHE

NATURE DU MARCHE : marché public de services.

POUVOIR ADJUDICATEUR : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

OBJET DU MARCHE : Conception des programmes et parcours innovants de formation selon l'approche par compétence APC

LIEU D'EXECUTION : Union des Comores

FINANCEMENT : Groupe AFD

CONDITIONS DE PARTICIPATION : toute société (y inclus auto-entrepreneur) ou groupement de sociétés non exclus des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement du marché (existence légale, régularité vis-à-vis des lois sociales et de la réglementation fiscale du pays de résidence du soumissionnaire ou des soumissionnaires dans le cas d'un groupement).

CRITERES D'ATTRIBUTION :

Sélection fondée sur la Qualité et le Coût : 20% pour le prix des prestations et 80% pour la valeur technique de l'offre.

PROCEDURE

Procédure adaptée ouverte.

CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est gratuit sur le site des marchés publics en le téléchargeant sur le lien : <http://bit.ly/3PRLrh5>

Ou

En se rendant sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>, en

inscrivant la référence marché : 23-MAPA-S138

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via la plateforme d'achat PLACE au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est fixée au **23 Octobre 2023 à 17H (Heure de Moroni)**.

PROCEDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

ELECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET DES GOUVERNEURS 2024 :

Une coalition de l'opposition se lance dans la bataille

Convaincue que la manière d'accéder au pouvoir est de se présenter aux urnes, une coalition composée de partis et mouvements politiques d'opposition va se présenter à la prochaine élection présidentielle et des gouverneurs des îles de 2024.

Si le Front commun élargi campe toujours sur sa position de boycott, ce n'est pas le cas d'une autre frange de l'opposition qui prône la participation. Convaincue que la seule manière de changer la donne est de se présenter aux prochaines élections présidentielles et des gouverneurs de 2024, une nouvelle coalition de partis poli-

tiques de l'opposition a vu le jour le 14 octobre dernier à Moroni. Composé entre autres du RDC de Mouigni Baraka, Mouvement Hury, Badilikomori, Mifano, Komori Ya Lewo na Maoudou, etc., ses ténors ont pris l'engagement, devant le peuple comorien, de mettre en place la coalition électorale de l'opposition dénommée « Twamaya Yahe Wa Komori » (espoir des Comoriens), en perspective des prochaines échéances électorales.

Ces derniers ont constaté que les longues luttes citoyennes et politiques pour l'instauration effective d'un État de droit et d'une gouvernance responsable et transparente des ressources publiques ont été tra-

hiés par le régime en place depuis 2019. Ils se disent convaincus de la nécessité de restaurer l'état de droit et les libertés démocratiques afin de garantir la sécurité des citoyens et le libre exercice de leurs droits individuels et collectifs. Cette coalition qui comprend d'anciens candidats à la présidentielle de 2019, reconnaît que les élections sont le seul moyen démocratique et légitime de conquérir le pouvoir. « Nous sommes convaincus que la crédibilité d'une élection démocratique repose sur le niveau d'engagement effectif de tous les acteurs dans les différentes phases du processus électoral notamment la transparence de la procédure et des opérations ainsi que leurs

résultats », avancent-ils.

Pour ces élections, ils comptent mettre tout en œuvre en usant des moyens et procédés légaux pour remporter les élections présidentielles et des gouverneurs des îles de 2024. Ils demandent entre autre au gouvernement d'adopter des mesures pour le financement intégral des élections grâce à l'affectation de crédits au titre de la souveraineté nationale. Ils disent défendre l'État de droit et les libertés démocratiques en dénonçant toutes les dispositions liberticides et anti-démocratiques visant à confisquer la volonté populaire. « Poursuivre cette collaboration jusqu'aux élections présidentielles et des gouverneurs des îles de

2024 et au-delà, notamment par la supervision de l'ensemble du processus électoral et par l'engagement de soutenir, le cas échéant, le candidat du Parti ou mouvement membre de notre coalition qui serait qualifié pour le second tour, sous réserve de l'élaboration préalable d'un programme minimal commun. S'abstenir, individuellement, de tous compromis ou compromissions politiques avec le régime d'Azali Assoumani », peut-on lire dans leur déclaration qui précise que la coalition sera représentée dans tous les bureaux de vote par des délégués, en condamnant toute fraude ou tentative de fraude électorale.

Andjouza Abouheir

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE :

Le premier congrès national de l'esthétique tenu à Moroni

Le congrès national de l'esthétique et de la coiffure s'est tenu pour la première fois à Moroni. Cet événement qui a rassemblé une cinquantaine d'artisans a pour but de valoriser ce sous-secteur souvent dans l'informel, de l'encourager et de le pousser à se formaliser, s'informer, échanger, saisir les évolutions du marché, créer ou renouveler des relations.

Le premier congrès national de l'esthétique et de la coiffure, de la santé et bien-être s'est tenu à Moroni du 12 au 14 octobre dernier. Initié par Secrets de Beauté de Farida Djalim avec l'appui de l'ANPI et de l'AND, cette activité avait pour objectif de valoriser les métiers de la beauté. Environ une cinquantaine d'artisans ont été mobilisés notamment des coiffeurs, des nutritionnistes, des esthéticiennes, des agroalimentaires, etc.

L'évènement a vu la présence des stylistes, des entrepreneurs et de pharmaciens. Durant ces trois jours, il était question de valoriser un sous-secteur souvent reclus dans l'informel, d'encourager ces professionnels à se formaliser, s'informer, échanger, saisir les évolutions du marché, créer ou renouveler des relations. D'après l'organisatrice, Farida Djalim, le but est de rassembler tous les artisans de la beauté et créer une polyvalence des fabricants de cosmétiques et de la beauté. « C'est une première pour les métiers de l'artisanat de la beauté, coiffure ou autres. Sur cette première édition, nous avons l'armée et l'ANPI en appui, qui d'ailleurs vont intervenir en nous montrant lors des conférences l'intérêt de prendre soin de sa santé, car notre santé contribue à notre beauté », renchérit celle qui n'a pas manqué d'encourager les jeunes à booster le secteur.



De son côté, la directrice de l'ANPI, Nadjati Soidiki se dit fière d'un tel événement. Selon elle, c'est l'art de bien faire, le souci de transmettre, d'accompagner les voca-

lions d'entrepreneurs et de les propulser. « Farida s'investit corps et âme, pour mettre à l'honneur et valoriser les opérateurs, les entreprises. C'est l'occasion de voir les fem-

mes et les hommes aussi se faire beau et belle en ayant accès à une offre variée de services et prestations et des promotions aussi. C'est l'opportunité de mettre en lumière ce sous-secteur qui a durement souffert du covid-19, qui se relève de jour en jour », avance-t-elle.

Et d'ajouter : « Un sous-secteur incontournable pourtant les contraintes sont souvent trop peu connues et peine à se structurer. Il y a un passeport pour accéder aux opportunités et se développer. L'ANPI est disponible pour accompagner cette dynamique nouvelle et nous offrirons au gagnant les frais administratifs et le capital de départ pour la formalisation de son activité ». C'était l'occasion pour l'organisatrice de saluer les efforts de ses partenaires y compris l'ambassade de France qui continue à soutenir de telles actions.

Andjouza Abouheir

ECONOMIE NUMÉRIQUE :

Des entreprises sensibilisées sur la loi et l'autorité de régulation postale

Un atelier d'information en vue de l'assainissement des activités postales a eu lieu samedi dernier à Moroni. Cette première rencontre entre le ministre des postes, télécommunications et de l'économie numérique, et les représentants des entreprises exerçant dans le secteur postal vise à assainir le secteur et amener l'ensemble des acteurs à se conformer aux exigences de la réglementation, notamment la loi sur la poste et l'autorité de régulation postale.

Assainissement du secteur postal et mise en conformité des entreprises, c'était les deux points échangés lors de cette rencontre entre le ministère des postes et télécommunication et les entreprises exerçant dans le secteur. Soeuf Kamalini a réuni l'ensemble des entreprises dans un atelier d'in-

formation et d'échange en vue d'assainir le secteur et amener l'ensemble des acteurs à s'adapter aux exigences de la réglementation, plus particulièrement la loi sur la poste et l'autorité de régulation postale.

« La loi est déjà votée et promulguée par le chef de l'Etat, il ne reste que sa mise en application. Chaque

activité a une loi, dans tous les secteurs avec des contrôleurs de cette loi. Les activités de la poste ne restent pas seulement à la poste comme avant. Beaucoup de sociétés font ces activités, qui ne se résument pas seulement au courrier. C'est la raison pour laquelle nous avons réuni l'ensemble des entreprises pour

échanger afin de s'adapter aux exigences de la réglementation, plus particulièrement la loi sur la poste et l'autorité de régulation postale », explique-t-il.

De leur côté, les sociétés ont salué cette initiative du ministre et admettent que ces activités se font dans le désordre. « Je pense qu'avec cette loi, les entreprises vont travailler dans les normes. On ne va pas négliger les courriers, ou les colis des clients. Si le client n'a pas eu son courrier ou le colis à temps, il y aura un endroit pour porter plainte. S'il se trouve aussi que son colis a été ouvert il peut aussi aller porter plainte au régulateur qui est l'ANARTIC. C'est ce dernier qui va s'en charger et épauler les clients en cas de besoin », montre Said Ahmed Elkabir, agent de la SNPSF.

Pour le contrôleur de la société Spanfreight et Global Transit Anziz

Mohamed, il a saisi l'occasion pour lancer un cri d'alarme sur le problème de connexion internet. « C'est une bonne initiative et il faut un vrai suivi. Et pour tout dire, dans ces affaires de poste, c'est-à-dire courrier, colis et marchandises, marchent avec la technologie. Et ça fait partie des choses qui bloquent nos activités dans le pays. Par exemple, des sociétés comme la nôtre qui travaillent avec les ports de l'extérieur, si on n'a pas la connexion internet, c'est fini. Cela pousse notre client à nous accuser de faire exprès pour gagner plus d'argent », dit-il. Et de poursuivre : « Nous appelons aussi nos autorités à faire en sorte avant l'application de cette loi de régler aussi ce problème de connexion avec les opérateurs. C'est un facteur clé qui bloque notre travail ».

Nassuf Ben Amad



Réunion de sensibilisation sur la régulation postale.



Contexte et justification

Dans le cadre de la mise en place du Registre électronique de vaccination et le déploiement d'un outil de géolocalisation des Maladies évitables par la vaccination (MEV) au niveau du pays, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à travers les fonds GAVI recherche des offres pour la fourniture d'équipements informatiques et de téléconférence destinés au Ministère de la Santé.

Chaque proposition doit être signée par une ou plusieurs personnes dûment autorisées à représenter le soumissionnaire, à soumettre une proposition et à lier le soumissionnaire aux termes de la présente demande de propositions. La proposition doit être déposée sous pli fermé à l'OMS-Comores au plus tard **le 20 octobre 2023 à 16h00**.

Spécifications

N°1 : Désignation Tablettes

Quantité 65

Caractéristiques

- Ecran : 10.1 pouces ;
- Résolution : 800 x 1280 pixels ;
- Processeur : Octa-core (4x2.3 GHz Cortex-A53 & 4x1.8 GHz Cortex-A53) ;
- Sim : Nano Sim ;
- Réseau : LTE/4G/3G/2G ;
- Stockage/RAM : 128Go/4Go RAM ;
- Système d'exploitation (OS) : Android 10 ;
- Batterie : 7000mAh, Li-Po ;
- Coques Antichoc Armure Robuste ;
- Étui avec Support Rotatif et Bandoulière Réglable.

N°2 : Désignation Ecran TV et accessoires

Caractéristiques

1) Samsung Écran interactif PMF-BC série 55" ; Code du modèle : LH55PMFXTBC/EN

- Caractéristiques écran :**
- Diagonale : 55"
 - Type de dalle : S-VA
 - Résolution : 1.920 x 1.080 pixel
 - Pixel Pitch (HxV) : 0,63 x 0,63 mm
 - Luminosité : 400 nit
 - Contraste : 4.000:1
 - Angle de vue : (H/V)178°/178°
 - Temps de réponse : 6 ms
 - Gamut : 72 %
 - Verre antireflet : 15 % (avec verre tactile)
 - Fréquence de balayage horizontale : 130 ~ 81 kHz
 - Fréquence de balayage maximum : 148,5 MHz
 - Fréquence de balayage vertical : 48 ~ 75 HZ
 - Contrast Ratio (Dynamic) : MEGA DCR

Connectivité :

- HDMI In : 2 pores
- Entrée DP : Oui
- Entrée DVI : 1
- USB : 2 pores
- Component In : Non
- Entrée composite : Non
- Entrée RGB : DVI-I Common
- Entrée IR : Non
- Entrée Audio : Stereo Mini Jack, RGB/DVI/HDMI
- Sortie Audio : Stereo Mini Jack
- Sortie Vidéo : Oui
- Entrée RS232 : Mini Stereo Jack
- Sortie RS232 : Mini Stereo Jack
- Entrée RJ45 : Oui
- WiFi : Oui

Appel d'offre

Quantité 17

- Bluetooth : Non

Consommation Énergétique :

- Alimentation : AC100-240V~50/60Hz
- Consommation d'énergie (Mode OFF) : 0,00 W
- Consommation sous tension (en W/h) : 187 W
- Consommation en veille : 0,5 W

2) Accessoires :

- a) Chromebox Mini PC : Acer Chromebox CXI3**
- Modèle : CXI3
 - Pièce : DT.Z0TEH.001
 - Intel® Core™ i7-8550U processor - 16GB DDR4 - 64G SSD - Intel® UHD Graphics 620 - No ODD - Intel® 7265 (2x2) ac + BT 4.2
 - Système d'exploitation Chrome
 - Adaptateur graphique intégré, Technologie Intel Identity Protection, Mode de fonctionnement du processeur : 64 bits

b) Acer Adaptateur Wireless Mirror HDMI

Caractéristiques principales :

- Dongle HDMI pour présentation sans fil
- Wi-Fi AC Dual Band 2.5G / 5G (commutable)
- Interface de sortie : HDMI 1.2
- Interface d'entrée : Micro USB
- Sécurité : WPA/WPA2
- Résolution en sortie : Full HD 24/30 Hz, HD 60 Hz
- Compatibilité : Windows 8.1 ou + / Mac OS X 10.11 ou + / iOS 9.3 ou + / Android 5.0 ou +

c) Support mural pour écran 55 pouces

d) Corde HDMI, 10 mètres

e) Rallonge multiprises, 10 mètres



EXPERTISE FRANCE RECRUTE UN.E CHARGE.E DES SUBVENTIONS

Intitulé du poste : Chargé des subventions

Poste basé à : Moroni, avec visites de terrain régulières

Durée de la mission : 12 mois renouvelables

Objectif du projet

Le projet AFIDEV (appui aux filières d'exportation et au développement rural) vise à améliorer la compétitivité et l'organisation des filières d'exportation (vanille, ylang-ylang, girofle) : il doit contribuer à augmenter les volumes et la qualité des productions, à accroître les revenus et à créer des emplois durables. Le projet est financé par l'Agence française de développement dans le cadre du PDFC (Programme de développement France-Comores) ; il est mis en œuvre par Expertise France en partenariat avec le MAPETA (Ministère de l'agriculture, de la pêche, de l'environnement, du tourisme et de l'artisanat).

Positionnement du chargé de gestion de subvention et appui aux PMPE

Expertise France recherche un.e chargé.e des subventions pour instruire et suivre les contrats de subvention passés avec les structures publiques et privées bénéficiaires directes du projet AFIDEV. Il appuiera à ce titre, sur le plan administratif et financier, les entreprises appuyées par le projet ainsi que les différents partenaires de mise en œuvre, entre autres l'OCPR, l'INRAPE, l'UCCIA et les CRDE. Le/la chargé.e des subventions travaillera sous la responsabilité du référent technique expert en commerce international et en gouvernance des filières.

Missions à remplir

Assistance au pilotage de l'appel à projets destiné aux entreprises et coopératives sur la transformation, le conditionnement et la commercialisation de leurs produits : contractualisation et suivi de l'exécution des contrats ;

Instruction, octroi et suivi des subventions attribuées aux partenaires publics de mise en œuvre d'AFIDEV : préparer les contrats de subvention, instruire les demandes de versement ;

Suivi de la mise en œuvre des contrats de subvention : accompagnement des porteurs de projets, contrôle de la qualité et du reporting des projets, création et mise à jour d'un tableau de suivi des rendus et attendus administratifs et financiers ;

Classement et archivage : avec l'appui de la CAM (Cellule d'Appui Mutualisée) et de l'assistant.e de projet AFIDEV, organisation et actualisation de l'archivage des documents sur le serveur du projet, sauvegarde mensuelle des données, mise à jour des droits d'accès à de l'arborescence informatique.

Profil recherché

- * Diplôme d'études supérieures (bac+5 minimum) en gestion administrative et financière ;
- * Connaissance de l'instruction et du suivi de subventions, avec si possible compétences acquises en droit ;
- * Expérience d'au moins 5 dans la mise en œuvre de projets / programmes de développement ;
- * Maîtrise fine de l'outil Excel et aptitudes à l'archivage (archives vivantes et archives numériques) ;
- * Propension à se déplacer de façon autonome, prise d'initiatives et relations publiques.

Informations complémentaires

Poste à pourvoir dès que possible. Merci d'adresser lettre de motivation, CV et 2 références d'anciens employeurs à rh.comores@expertisefrance.fr avec pour objet « **Candidature Chargé.e des subventions AFIDEV** », au plus tard **le 23 octobre 2023**.

INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Le stade Angola de Fomboni en pleine réhabilitation

La fédération de football des Comores (FFC) via la ligue de football de Mohéli vient de lancer il y a deux semaines des travaux de clôture et d'assainissement du stade mythique Angola à Fomboni. Un stade qui a fait son temps avec les grands matchs dans l'île et qui accueille actuellement les compétitions de deuxième et troisième division.



Le stade Angola de Fomboni en réhabilitation.

La FFC à travers la ligue de football de Mohéli vient de lancer des travaux de clôture et d'assainissement du stade Angola à Fomboni à quelques centaines de mètres du stade Elhadj Ahmed Matoir. L'objectif selon le président de la ligue est de garantir la sécurité des joueurs en cas de violences surtout lors des matchs, puis en deuxième lieu contre les animaux en divagation. C'est un terrain qui reçoit presque toutes les compétitions de deuxième et troisième division. Toutefois, ces derniers temps il était devenu un endroit de pâturage des animaux.

Cette année nous avons jugé

nécessaire de clôturer trois terrains de football ici à Mohéli pour renforcer la sécurité dans les espaces de football. Après le stade Angola, on va attaquer le terrain de Miringoni dans la région de Moimbao et celui de Wanani à Djando. Nous avons pris toutes les dispositions nécessaires pour le bon déroulement des travaux afin de ne pas gêner les compétitions régionales de la première et la deuxième division » a expliqué Nousfane Bacar, le président de la ligue de football de Mohéli. Pour rappel l'année dernière, trois ter-

rains de football ont bénéficié pour la première fois d'un financement pour des travaux de ce genre. Il s'agit du terrain de Djoiezi, de Bangoma et celui de Salamani.

Le président de la ligue de football de Mohéli exhorte les arbitres ainsi que les amateurs de football de bien respecter les réglementations des jeux pour éradiquer les conflits autour et dans les stades. Ces financements proviennent essentiellement de la FIFA et de la CAF.

Riwad

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____

6 mois Montant : _____

12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces

Chèque n° _____

Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature : _____

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche,
de l'Environnement,
du Tourisme et
de l'Artisanat (MAPETA)

PRODUCTIVITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES ET RESILIENCE



Don FIDA N° 2000001863 et Prêt FIDA N° 2000001864
Don ASAP N° 2000001862
1er Prêt FIDA additionnel N° 2000003603 et 1er Don FIDA additionnel N° 2000003604
Don RPSF N° 2000003636 et Don RPSF additionnel N° 2000003969
2ème Prêt FIDA additionnel N° 2000004128 et 2ème Don FIDA additionnel N° 2000004126

UNITE NATIONALE DE COORDINATION ET DE GESTION DU PROJET (UNCGP)



Programme
d'Adaptation
de l'Agriculture
Paysanne (ASAP)

Appel à Manifestation d'Intérêt Recrutement d'un Responsable Administratif et Financier (RAF) du Projet PREFER

Date de Publication: 04/10/2023

Réf: AMI N°23-003/MAPETA/PREFER

L'Union des Comores a obtenu du FIDA un financement de 17,753 millions USD destiné à financer le Projet PREFER. Une partie du financement accordée au titre de ce projet est utilisée pour assurer la coordination et la gestion du Projet notamment le « **Recrutement d'un Responsable Administratif et Financier (RAF) du Projet PREFER** ».

1. Qualifications et expériences requises

Le (la) candidat(e) au poste de RAF doit avoir les qualifications et expériences suivantes:

- Avoir un diplôme universitaire BAC+5 en sciences de gestion, comptabilité et/ou finances ou tout autre diplôme équivalent;
- Justifier d'au moins 7 années d'expérience dans la gestion administrative et financière ou à un poste analogue dans un projet ou toute autre structure en lien avec le poste;
- Avoir une bonne connaissance des procédures et des mécanismes de financement des bailleurs de fonds comme le FIDA;
- Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques et bureautique (Office, et autres);
- Avoir une bonne maîtrise et une expérience de l'utilisation d'un ou plusieurs logiciels de gestion comptable et financière d'un projet. La

maîtrise du logiciel TOMPRO serait un atout;

- Disposer de bonnes aptitudes pour le travail en équipe et dans un environnement sous-pression;
- Être capable d'entretenir de bonnes relations interpersonnelles;
- Avoir une bonne connaissance du français, de bonnes aptitudes de communication et de rédaction de rapports. La maîtrise de l'anglais sera un avantage;
- Avoir le sens de l'initiative;
- Faire preuve de rigueur, d'une bonne intégrité;
- Être apte à effectuer des déplacements fréquents sur le terrain.

2. Composition du dossier

Le dossier est composé de:

- Une lettre de motivation de (2) pages maximum datée et signée adressée au Coordonnateur National du Projet PREFER
- Un Curriculum Vitae (CV) de 4 pages maximums et en PDF faisant ressortir les expériences professionnelles ou personnelles, notamment dans le domaine recherché comprenant au moins 3 références que le Projet PREFER peut contacter par téléphone et par email.

- Une copie légalisée des Diplômes et des Attestations de travail datant de moins de 3 mois, de formations et de stages, et/ou toutes autres pièces pouvant attester de l'expérience du candidat.
- Une copie valide de la carte nationale d'identité ou du passeport le cas échéant.

3. Lieu d'affectation et type de contrat

Lieu d'affectation: siège du Projet PREFER, MAPETA, ex-CEFADER M'dé Bambao avec des déplacements dans les zones du projet (Ngazidja, Anjouan et Mohéli).

Le titulaire du poste bénéficiera d'un contrat d'un an renouvelable après évaluation de performances positives avec une période d'essai de 06 mois.

Début du contrat: immédiat

4. Procédures de dépôt et de recrutement

- a) Les candidatures doivent être rédigées en français et être déposées par courrier physique sous-plis fermé ou par email à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **mercredi**

di 18 octobre 2023 à 11h00min (hl).

Les courriers sont adressés à: Monsieur le Coordonnateur National du Projet PREFER en précisant la mention: « **Recrutement d'un Responsable Administratif et Financier (RAF) du Projet PREFER** » à l'adresse suivante:

Projet PREFER, MAPETA, ex-CEFADER M'dé Bambao, Union des Comores.

e-mail: nobataine@prefer.km et copie à nobataine06@yahoo.fr et smprefer@gmail.com

b) Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des Termes de référence sur simple demande aux adresses électroniques mentionnées ci-dessus.

c) Chaque candidature fera l'objet d'un accusé de réception.

d) Le recrutement se fera par présélection sur étude de dossier, d'un test écrit et d'un entretien pour le(s) candidat(e)s présélectionné(e)s. Seul(e)s le(s) candidat(e)s ayant franchi la phase 1 seront contacté(e)s pour les phases suivantes.

e) Les candidatures féminines sont vivement encouragées.



Programme d'appui à la Production, à l'Industrialisation et au Libre-Echange aux Comores (APILE)

APPEL A CANDIDATURE POUR UN POSTE DE EXPERT(E) EN MARKETING ET SUPPORT DE PROJET

Lieu : Moroni, Union des Comores

Date limite de candidature : 20 octobre 2023 à 23H59, heure de Moroni

Langues requises : Excellente maîtrise du français et niveau intermédiaire en anglais à l'écrit et à l'oral.

Date d'entrée en fonction : Dès que possible

Durée du contrat : 6 mois et possibilité de renouvelable

I. CONTEXTE

Le Centre du Commerce International (ITC), en partenariat avec le Gouvernement de l'Union des Comores, met en œuvre deux des trois composantes du Programme d'Appui à la Production, à l'Industrialisation et au Libre-Echange en Union des Comores (APILE-Comores). Financé par l'Union Européenne au titre du 11ème Fonds Européen de Développement (FED) et exécuté conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industrielle (ONUDI) et le Centre du commerce international (ITC), le programme APILE vise principalement à contribuer à la diversification et à l'industrialisation de l'économie comorienne, tout en encourageant une transition vers une économie verte et circulaire et la création d'emplois décents respectueuse de l'environnement.

Pour atteindre cet objectif principal, trois composantes ont été définies et réparties entre l'ONUDI et l'ITC. Il s'agit de :

- Composante 1 : Renforcement des capacités techniques et compétitives des entrepreneurs et des TPE/PME comoriennes.

- Composante 2 : Amélioration de l'environnement des affaires et du climat des investissements à travers un dialogue public-privé constructif et favorable aux activités de transformation industrielle et artisanale.

- Composante 3 : Promotion du « Made in Comoros » et de la qualité.

La réalisation de la Composante 1 est sous la responsabilité de l'ONUDI et celle des Composantes 2 et 3 incombe à l'ITC.

Dans le cadre du résultat 3, il est prévu de développer un label "Made in Comoros" pour les produits et services comoriens à des fins domestiques et internationales.

Dans ce contexte, le service d'un/e consultant/e local est requis pour appuyer la mise en œuvre des activités marketing et branding aux Comores. Il/elle sera appuyé par les conseillers Marketing, Branding et E-commerce de l'ITC dans la mise en œuvre effective des composantes 3 susmentionnées du programme APILE, <https://www.apilecomores.org/>

II. FONCTIONS ET RESPONSABILITES :

Sous la supervision du Conseiller principal en Marketing et Branding, l'Expert/e en marketing et support de projet travaillera assurera les tâches suivantes :

1. Étude de la consommation locale : L'étude sera basée sur la consultation d'un panel de personnes-ressources dans les trois îles, composé de consommateurs, de distributeurs et de producteurs. Cette étude qualitative pourrait être organisée dans chacune des îles en collaboration avec les CCIS locales.

- Préparer la mise en œuvre de l'étude sur la base du brief de l'ITC,
- Mobiliser les personnes-ressources dans les trois îles,
- Organiser des sessions de travail avec les personnes ressources,
- Coordonner la mise en œuvre l'étude avec ITC
- Rédiger un rapport sur l'étude de consommation locale avec les conclusions et les recommandations d'actions et de mesures

2. Constitution d'un Comité de Développement (CDM) de la Marque au niveau de chacune des trois îles.

- Contacter les personnes-ressources dans les trois îles,
- Mener le processus de création de ces instances de gouvernance pour faciliter la conduite du reste du programme.

3. Support de projet entre octobre 2023 et mars 2024

- Soutenir l'équipe marketing ITC pour organiser deux missions aux Comores (1ère mission octobre 2023, 2ème mission mars 2024)
- Aider l'équipe d'ITC à gérer la communication avec la contrepartie locale.

III. COMPETENCES

- Excellentes capacités d'analyse et de rédaction
- Excellentes compétences en communication
- Intégrité ; Travail d'équipe; Communication

IV. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES

- Diplôme d'études supérieures en Commerce international, Marketing, Économie, Administration des affaires, en Droit ou dans un domaine pertinent
- Minimum 5 ans d'expérience dans le secteur du consulting
- Expérience dans le marketing, branding, ou communication
- Expérience dans la gestion des projets

V. PROCEDURE ET DATE LIMITE DE SOUMISSION DE CANDIDATURES :

Si vous souhaitez faire acte de candidature, vous pouvez demander le formulaire d'enregistrement, en vue d'une sélection, en adressant un courrier électronique à Monsieur James Howe, Responsable Digital, Marchés et Connectivité, Monsieur Abdelbasset Boulelouah, Conseiller associé – Marketing, image de marque et commerce électronique à l'ITC, Courriel : apile@intracen.org; howe@intracen.org; boulelouah@intracen.org, avec copie aux adresses électroniques ci-après granfar@intracen.org; tbhuwanee@intracen.org; imamo@intracen.org; abbashachim@yahoo.fr ; dzalhata@gmail.com.

La date limite de clôture des candidatures est fixée au 20 octobre 2023 à 23H59, heure de Moroni.